

68640

60198

ECA CEA



**Economic Commission for Africa
Commission économique pour l'Afrique**

**UN NOUVEAU PACTE MONDIAL AVEC L'AFRIQUE
UNE ESQUISSE**

**8 mars 2001
Addis-Abeba (Ethiopie)**

PREMIERE PARTIE

LA GENESE DU PACTE ET LA DIMENSION AFRICAINE

En matière de développement, l'Afrique doit relever des défis multiformes et prendre d'urgence des mesures de toutes sortes. Le nouveau Pacte mondial avec l'Afrique traite surtout des domaines où ces mesures sont essentielles pour le démarrage rapide de la croissance et la lutte contre la pauvreté. La clef de voûte du Pacte est un engagement pris par les dirigeants africains : améliorer les moyens de l'Etat pour qu'il puisse lutter efficacement contre la pauvreté. Le Pacte stipule qu'à défaut de bonne gouvernance, les symptômes de la mauvaise gouvernance – corruption et conflits – ne font qu'aggraver la pauvreté. Ce chapitre présente les relations entre la bonne gouvernance, la lutte contre la pauvreté et la croissance durable ainsi que la genèse de ce nouveau Pacte entre les dirigeants africains et les populations africaines.

A l'aube du XXI^{ème} siècle, les dirigeants africains ont une vision partagée de l'avenir du continent. Il est fait de paix et de bonne gouvernance, les priorités étant la lutte contre la pauvreté, le développement durable, la croissance stimulée par le secteur privé, l'intégration régionale, la prévention du VIH/SIDA et l'exploitation des avantages qu'offre la révolution de l'information. Ces priorités étant justifiées, les dirigeants africains sont de plus en plus disposés à rendre des comptes à leur population sur les progrès accomplis dans ces domaines. C'est le fondement même du Pacte.

Lors de l'Assemblée du Millénaire, tenue en septembre 2000, les chefs d'Etat du monde entier ont reconnu que l'Afrique a des besoins particuliers, qui appellent d'urgence l'attention. Ils ont accepté d'appuyer la consolidation de la démocratie en Afrique et de contribuer aux efforts que déploient les Africains pour instaurer une paix durable, éradiquer la pauvreté et assurer un développement durable, afin que le continent puisse s'insérer dans l'économie mondiale. Ils ont donc décidé :

- D'encourager et de soutenir les mécanismes régionaux et sous-régionaux de prévention des conflits et de promotion de la stabilité politique ;
- De prendre des mesures particulières pour relever les défis que sont l'éradication de la pauvreté et le développement durable en Afrique, grâce, notamment, à l'annulation de la dette, à l'amélioration de l'accès aux marchés, à l'augmentation de l'aide publique au développement, à l'accroissement des flux d'investissements directs étrangers et aux transferts de technologies ;
- D'aider l'Afrique à renforcer les moyens de lutte contre la propagation de la pandémie du VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses.

En avril 2000, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a demandé à trois dirigeants africains (les Présidents Thabo Mbeki, Olusegun Obasanjo et Abdelaziz Bouteflika) de mener la défense du cas de l'Afrique devant les milieux internationaux du développement. Suite à la réunion du G-8, tenue à Okinawa (Japon), les trois leaders ont entrepris d'élaborer une initiative dénommée Plan de renaissance africaine au nouveau millénaire.

Le Royaume-Uni propose, lui aussi, une nouvelle initiative de partenariat africain, qui donne suite à la déclaration faite par le Premier Ministre Tony Blair, lors du Sommet du Millénaire. L'initiative du Royaume-Uni n'est qu'une manifestation de la volonté des donateurs de repenser les relations et les positions actuelles. En effet, les donateurs ont également fait preuve de bonne volonté en matière de dette, lors de la réunion du G-8, tenue à Cologne (Allemagne) et dans l'autocritique réfléchie du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), intitulée «Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI^{ème} siècle.»

C'est dans ce contexte politique international extrêmement favorable que les Ministres africains des finances (lors de la huitième session de leur Conférence, tenue en novembre 2000 à Addis-Abeba) ont donné au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), mandat d'élaborer une série de propositions relatives à un nouveau Pacte mondial *avec* l'Afrique ; celui-ci leur sera présenté dans les grandes lignes, à la prochaine Conférence des ministres des finances, prévue en avril 2001 à Alger (Algérie).

Avant tout, un Pacte entre les dirigeants africains et leur population

Le nouveau Pacte mondial repose sur un engagement des dirigeants africains à prendre les mesures politiques et économiques requises pour améliorer le bien-être des populations, prévenir tout conflit violent et promouvoir la paix et la sécurité pour tous.

Il précise que les véritables causes de la pauvreté et de la misère sont enracinées dans les mesures que prennent les pays africains. Si l'amélioration de l'environnement extérieur peut contribuer à les atténuer considérablement, elle ne peut en aucune façon se substituer à des réformes intérieures. Le Pacte est donc fondé sur le constat que la paix et la stabilité politique sont essentielles au développement humain durable, à la croissance économique partagée, à l'instauration de conditions sociales saines et à la protection de l'environnement. Il présente l'architecture d'un programme de développement portant sur les défis que l'Afrique doit relever.

La bonne gouvernance au coeur du Pacte

Un consensus général se dégage à présent au niveau international : la valeur d'un gouvernement est cruciale dans la lutte contre la pauvreté. Un gouvernement de grande valeur peut mieux concevoir et appliquer des programmes efficaces de lutte contre la pauvreté car il n'aura pas à souffrir de deux symptômes caractéristiques d'un mauvais gouvernement : la corruption et les conflits. D'autre part, un gouvernement de valeur rend compte à la population et a donc intérêt à lutter contre la pauvreté. Il applique les règles et les mesures de manière prévisible et transparente, gère sagement les finances, assure la sécurité de tous, respecte l'état de droit et réduit au strict minimum les conflits locaux et internationaux.

Le Pacte stipule que la pauvreté demeure généralisée en Afrique parce que la corruption et les conflits entravent l'accès des plus démunis à des services publics essentiels comme la santé, l'éducation, la sécurité et la justice. Par ailleurs, les conflits et l'insécurité, ainsi que l'absence de droits de propriété, sont des freins à l'investissement, intérieur ou étranger, qui entraînent la baisse du taux de croissance par habitant.

La bonne gouvernance est placée au coeur du Pacte, dans l'espoir que les gouvernements de grande valeur enregistreront des taux de croissance économique élevés et assureront une meilleure prestation des services essentiels. Les gouvernements qui se conforment aux principes de la bonne gouvernance limiteront les conflits internes au strict minimum, en veillant à ce que les fruits de la

croissance économique soient équitablement répartis. La bonne gouvernance est donc une condition *sine qua non* de la lutte contre la pauvreté.

Une croissance économique durable est indispensable à la réduction de la pauvreté

Le Pacte reconnaît qu'une croissance économique durable (c'est-à-dire de qualité) est essentielle pour lutter contre la pauvreté. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à une telle croissance. Il existe actuellement un consensus général sur le fait que les cinq éléments suivants sont indispensables : des politiques macro-économiques judicieuses, une population saine et éduquée, la diversification structurelle de l'économie, une faible dépendance à l'égard de l'extérieur et une économie caractérisée par un faible coût des transactions.

Il est crucial d'appliquer des politiques macro-économiques judicieuses pour stabiliser les taux de croissance par habitant à un niveau élevé car de telles politiques permettent d'augmenter les taux nationaux d'épargne et d'investissement et de réduire une inflation élevée. Contrairement à une opinion répandue, les politiques macro-économiques axées sur la croissance profitent aux pauvres car elles permettent d'élever le niveau de leurs revenus. Par exemple, une réduction de l'inflation entraîne automatiquement une augmentation du revenu des pauvres.

Une population éduquée et en bonne santé est indispensable pour assurer la croissance. Les domaines de la santé et de l'éducation fournissent d'excellentes illustrations du cercle vicieux de la pauvreté. Les pauvres ont en général un faible capital humain, le chef de famille étant dans la plupart des cas analphabète. L'analphabétisme et la pauvreté des ménages entraînent en général un mauvais accès aux centres et services de santé et aux écoles. Les familles pauvres s'efforcent alors de compenser la mauvaise qualité de leur capital humain et leur mortalité élevée en ayant beaucoup d'enfants. Dans de telles familles, les filles sont désavantagées par rapport aux garçons, face à l'éducation. Les filles peu éduquées ont en général beaucoup d'enfants, ce qui nuit à la qualité du capital humain de leur famille, et elles voient ainsi le piège de la pauvreté se refermer sur elles. Le Pacte reconnaît que, sans une population saine et bien éduquée, il est vain d'espérer réduire la pauvreté.

La diversification structurelle est importante parce qu'une économie diversifiée génère des revenus plus importants et supporte mieux les chocs externes tels que les sécheresses, les inondations, et les fluctuations des termes de l'échange. En Afrique, la plupart des pauvres pratiquent une agriculture vivrière à petite échelle. Ils ont plus de chances de sortir de la pauvreté lorsque la part du secteur agricole se rétrécit au profit de celle du secteur manufacturier. La diversification structurelle et la fabrication de produits à haute valeur ajoutée s'accompagnent d'un renforcement des capacités technologiques. Le Pacte reconnaît que la diversification structurelle est cruciale pour relancer la croissance en Afrique.

Une économie peu dépendante de l'extérieur est mieux à même de réaliser une croissance durable. En effet, le coût du service de la dette externe peut être exorbitant et une dette élevée draine les ressources dont l'Etat a besoin pour fournir des services essentiels aux pauvres et mettre en place l'infrastructure nécessaire à l'activité économique. La réduction de la dépendance externe est donc une priorité absolue.

Il importe que le coût des transactions soit faible pour qu'une économie de marché puisse fonctionner au mieux. Lorsque les services d'alimentation en eau et en électricité fonctionnent mal et sont de coût élevé, ou que l'infrastructure de transports (route, rail et aéroport) est en mauvais état, ces inconvénients ont sur, l'activité des entreprises, l'effet d'une taxe qui oblitérerait la croissance économique. Les entreprises – qu'elles soient locales ou non- gravitent vers les pays qui ont de faibles coûts de transaction, ce qui aggrave la marginalisation des pays africains.

II. L'économie africaine à l'aube du XXI^e siècle

Cette section donnera un aperçu rapide des performances économiques récentes de l'Afrique dans les cinq domaines énumérés ci-dessus, qui revêtent tous une importance cruciale pour la croissance et la réduction de la pauvreté. La diversité des conclusions et des expériences des différents pays du continent sera soulignée.

III. Grandes mesures stratégiques africaines à prendre au niveau national

Cette section énumère les mesures concrètes que les pays africains doivent prendre s'ils veulent revendiquer le XXI^e siècle comme leur. Ces mesures sont très sélectives. Elles portent sur des domaines prioritaires et mettent en relief les pratiques donnant les meilleurs résultats et les leçons tirées de l'expérience des divers pays. Leur conception part du principe qu'aucun plan ou train de mesures ne peut s'appliquer uniformément à tous les pays du continent. Les mesures proposées peuvent servir de point de départ pour l'élaboration de plans nationaux qui reflètent les réalités locales et renforcent les capacités locales.

Promouvoir la bonne gouvernance et la sécurité

La bonne gouvernance, le fonctionnement des institutions et la réduction de la pauvreté sont étroitement liés. Une économie de marché ne peut fonctionner sans bonne gouvernance et sans institutions performantes. Seul un appareil d'Etat de haute qualité peut fournir des services aux pauvres. Quelles mesures les gouvernements africains peuvent-ils prendre pour promouvoir la bonne gouvernance ?

S'attaquer aux maladies qui aggravent la pauvreté

Trois maladies – le SIDA, la tuberculose et le paludisme – ravagent l'Afrique. Ces maladies aggravent la pauvreté parce que les pauvres sont désavantagés face à l'accès aux soins médicaux et que la pauvreté les expose davantage à ces maladies. Quelles mesures les gouvernements africains peuvent-ils prendre pour vaincre ces maladies de la pauvreté ?

Améliorer la qualité du capital humain

Une population saine et bien éduquée est indispensable à une croissance économique et à un développement durables. Pour mettre en œuvre les idées et les technologies nouvelles qui sont au cœur d'une productivité accrue, il est indispensable de disposer d'un capital humain de haute qualité. Quelles mesures les gouvernements africains peuvent-ils prendre pour améliorer la qualité du capital humain ?

Transformer la structure de l'économie

Pour se développer, une économie doit engager une transformation structurelle et faire décroître la part de son secteur primaire à faible valeur ajoutée (agriculture et exploitation minière), au profit de secteurs à forte valeur ajoutée tels que le secteur manufacturier et les services. Une telle transformation permet en effet à l'économie de soutenir longtemps des taux élevés de croissance équilibrée et de réduire sa vulnérabilité aux facteurs externes. Quels mesures les gouvernements africains peuvent-ils prendre pour transformer la structure de leur économie ?

Maintenir des niveaux élevés de croissance économique

La croissance économique est une condition nécessaire, mais pas suffisante pour réduire la pauvreté. Les plans de développement doivent nécessairement permettre de réaliser des taux de croissance à la fois élevés et stables. Quelles actions faut-il mener dans les pays pour maintenir les taux de croissance économique à un niveau élevé ?

Intégration régionale

Les pays africains devraient résolument s'employer à mettre en place des mécanismes commerciaux régionaux, du fait que la taille réduite de la plupart des économies du continent ne permet pas de réaliser les économies d'échelle indispensables pour qu'un pays soit compétitif dans l'économie mondiale. L'Afrique doit par conséquent prendre des mesures concrètes pour faire avancer le processus d'intégration régionale.

Technologies d'information et de communication

Les technologies d'information et de communication, impulsées par la convergence entre les ordinateurs, les télécommunications et les médias traditionnels jouent un rôle de tout premier plan dans une économie fondée sur le savoir. Quelles sont les mesures que les pays africains doivent prendre pour assurer une pénétration accrue des technologies d'information et de communication et l'accès de tous à celles-ci dans des conditions équitables ?

DEUXIEME PARTIE

PRINCIPAUX AXES D'UN PARTENARIAT STRATEGIQUE INTERNATIONAL

L'Afrique ne peut réaliser une croissance économique durable et réduire la pauvreté sans établir des relations étroites de partenariat avec la communauté internationale. La présente section énonce les mesures spécifiques que la communauté internationale doit prendre en tant que partenaire à part entière dans le Pacte.

Premièrement, redoubler d'efforts dans la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose.

Il est aujourd'hui possible de traiter les personnes atteintes du SIDA par la thérapie anti-rétrovirale très active (HAART). La communauté internationale devrait en profiter pour financer ce type de traitements par l'octroi de dons et non de prêts.

Il y a lieu de faciliter l'accès aux médicaments génériques, qui sont moins chers, pour traiter les personnes atteintes du VIH/sida. Le problème est que les brevets déposés pour des produits pharmaceutiques durent 20 ans, à compter de la date de dépôt. Du fait de la protection dont bénéficient ces brevets, les prix de ces médicaments sont souvent dix fois plus élevés que ceux des médicaments génériques.

Deuxièmement, augmenter les ressources consacrées à la santé et à l'éducation.

Les pays africains ne pourront vaincre la pauvreté que s'ils consacrent davantage de ressources à la santé et à l'éducation. La communauté internationale devrait financer le déficit entre les besoins des pays les plus pauvres en matière d'éducation et de santé et les ressources propres mobilisées par ces pays au bénéfice de ces deux secteurs.

Troisièmement, réduire l'écart numérique.

Dans le domaine de l'accès aux technologies d'information et de communication et de leur utilisation, notamment en ce qui concerne Internet et les systèmes de communication à large bande, il existe un fossé numérique aussi bien *entre* les pays *qu'à l'intérieur* des pays. Il est nécessaire de prendre, à l'échelle mondiale, des mesures en ce qui concerne l'éducation, la recherche et la diffusion des pratiques les plus performantes afin d'obtenir les meilleurs résultats sur le plan du développement.

Quatrièmement, renforcer les organisations régionales et accorder un appui aux initiatives multinationales.

La régionalisation est aujourd'hui une réalité puisque presque tous les pays sont membres d'un groupement régional au moins. Environ 55 à 60% du commerce mondial se font au sein de ces blocs et la tendance est au développement de ce type d'échanges. Le renforcement des organisations régionales est une excellente occasion d'obtenir l'appui des partenaires.

TROISIEME PARTIE

TRANSFORMER LES LIENS DE PARTENARIAT AVEC L'AFRIQUE

Le consensus de plus en plus large qui se fait jour en Afrique sur les politiques de développement est une occasion de réfléchir sur les relations établies avec le continent dans le domaine du développement. Pour assurer le succès du Pacte, il est essentiel que le dialogue entre l'Afrique et ses partenaires soit centré sur l'interdépendance, la coopération et le partenariat. Le système actuel en matière d'aide, le commerce et l'allègement de la dette posent de sérieux problèmes. Il faut en débattre et faire des propositions pour changer la nature de ce partenariat.

Une aide plus considérable

L'Afrique a besoin non seulement d'une aide plus efficace, mais également d'une aide plus considérable. Les pays qui ont mis en place un environnement interne stable et des programmes judicieux ont besoin de ressources supplémentaires pour tirer parti des opportunités offertes et démontrer ainsi à leur population que les sacrifices consentis ne sont pas vains.

Les conditions de l'aide devraient être raisonnables pour le pays bénéficiaire

Corollaire triste mais important de ce qui précède, les partenaires ne devraient pas accorder un soutien créateur d'endettement à des plans irréalistes ou à des pays qui obtiennent de mauvais résultats. Non seulement, il est pratiquement certain que cette assistance sera inefficace mais, en alourdissant l'endettement, sans créer pour autant de richesses, elle mettra l'emprunteur dans une situation plus précaire.

L'horizon de l'aide devrait être prolongé et la conditionnalité réduite

Du fait de la multiplicité des sources d'aide, une lourde charge au plan administratif est imposée au pays bénéficiaire. Les délais pour les accords avec les partenaires ont tendance à être courts, ce qui laisse planer une certaine incertitude sur les programmes en cours et requiert de la part des responsables nationaux beaucoup de temps pour négocier les accords ultérieurs.

Les partenaires devraient mettre l'accent sur leur domaine de compétence

Bien que chaque partenaire ne s'intéresse en fin de compte qu'à la réduction de la pauvreté, il doit participer à tous les volets des programmes nationaux qui doivent être menés à bien pour réduire la pauvreté. Certains partenaires bilatéraux ont beaucoup de compétences et d'expérience en ce qui concerne la mise en œuvre des programmes.

Il faudrait faire preuve de prudence en ce qui concerne les nouveaux prêts

La plupart des pays africains devraient faire preuve de prudence lorsqu'ils envisageront de demander de nouveaux prêts aux institutions de Bretton Woods, en raison des graves incidences que cela peut avoir sur la dette nationale. Même les prêts de l'IDA, bien qu'ils soient assortis de conditions très favorables, doivent être remboursés.

Il faudrait concevoir de nouveaux mécanismes pour la dette extérieure des pays sortant de conflits et les pays à revenu intermédiaire

Les pays sortant de conflits se trouvent aux prises avec des problèmes particuliers pour reconstruire une économie de temps de paix. Il importe que la communauté internationale prenne des mesures d'allègement de la dette pour favoriser le passage de la situation de conflit à la situation de paix.

Améliorer l'accès des produits africains aux marchés internationaux

L'Afrique continue d'avoir des difficultés à accéder aux marchés internationaux. Les pays industrialisés appliquent des tarifs douaniers et des contingents tarifaires pour protéger leurs marchés nationaux et limiter les importations en provenance d'un grand nombre de pays africains. Ces mesures s'appliquent aux produits pour lesquels les pays africains sont compétitifs : produits d'exportation à forte intensité de main-d'œuvre tels que les textiles, les vêtements et les chaussures, les produits agricoles transformés.

Réformer les institutions et les processus régissant le commerce et les échanges mondiaux

Du fait de la mondialisation, l'élaboration de la politique de développement n'est plus seulement l'affaire des gouvernements africains. C'est pourquoi, il faut réexaminer et réformer les institutions, les processus et les structures de gestion pour que l'Afrique fasse effectivement entendre sa voix dans le commerce mondial, ce qui est nécessaire pour que la communauté internationale réponde de façon équitable et adaptée aux besoins de développement de l'Afrique et obtienne de bons résultats.

Réformer l'architecture financière internationale

Pour que ces institutions contribuent efficacement au développement, il faut les réformer. Les réformes devraient permettre d'accorder des prêts de façon plus sélective, l'accent étant mis beaucoup plus sur l'accélération de la croissance et la réduction de la dette dans les pays les plus

pauvres, le renforcement du lien entre les prêts alloués et les performances du pays et une coordination et une collaboration plus grandes avec les donateurs.

QUATRIEME PARTIE

MISE EN ŒUVRE DU PACTE

Les six principes directeurs du Nouveau Pacte avec l'Afrique seront présentés dans cette section. Ces principes balisent la voie à suivre dans la mesure où chaque principe débouche sur des mesures spécifiques qui peuvent être prises pour transformer les rapports entre l'Afrique et ses partenaires internationaux et, par conséquent, se traduire par une croissance durable et la réduction de la pauvreté. Les modalités opérationnelles qui seront proposées seront fondées, dans une large mesure, sur les instruments et mécanismes actuels aux niveaux national, régional et international.

Il ressort des analyses figurant dans les sections précédentes six principes directeurs qui constituent la base de relations solides en matière de développement entre l'Afrique et le reste du monde. Ces principes devraient orienter les efforts que déploient les pays africains et leurs partenaires.

- Il est essentiel que les pays africains prennent en charge les politiques et les programmes;
- Il faudrait inscrire les objectifs nationaux dans le cadre des objectifs de développement international;
- Il faudrait prendre en compte la diversité des situations;
- Il faut que l'assistance des donateurs soit prévisible;
- Il faudrait évaluer les résultats;
- Les partenaires et les bénéficiaires de l'aide devraient rendre compte de l'exécution des activités.

La prise en charge par les pays africains des politiques doit s'inscrire dans le cadre des objectifs de développement international

- Il ressort des deux premiers principes que :
- Les formules faisant appel à une large participation pour élaborer des stratégies de réduction de la pauvreté permettront aux pays africains de mieux prendre en charge les activités
- Le Forum d'inspiration africaine permettra aux pays africains de mieux prendre en charge les activités
- Pour que les Africains prennent mieux en charge les activités, il faut les aider à prendre des décisions bien réfléchies fondées sur des options judicieuses.

Reconnaître la diversité des situations et la nécessité de bénéficier de ressources prévisibles

Le Pacte reconnaît la diversité des pays et des sous-régions. Il existe des pays à faible revenu très endettés, des pays à revenu intermédiaire très endettés, des pays qui s'en sortent relativement bien, des pays qui sont en proie à des conflits et d'autres qui en sortent. Chacun de ces pays a des besoins spécifiques qui méritent d'être pris en compte. Le Pacte fixe des exigences très élevées, il reconnaît néanmoins qu'un certain nombre de pays peuvent satisfaire à ces exigences dès

le départ. Les pays sont regroupés en trois catégories différentes au moins : pays bénéficiant d'un partenariat amélioré, pays bénéficiant d'un partenariat limité, et pays sortant d'un conflit.

Pays bénéficiant d'un partenariat amélioré

Il s'agit de pays qui répondent à la plupart des critères établis dans le Pacte. Ces pays méritent de bénéficier d'un nouveau type de relations avec les partenaires internationaux, reposant sur des engagements solides et sur de bonnes performances à long terme. Il est nécessaire que ces pays bénéficient de flux de ressources prévisibles et fiables, par opposition à des flux très irréguliers et incertains.

En termes d'aide, cela veut dire rompre avec les financements restrictifs de projets et opter pour une affectation des ressources dans le cadre budgétaire, de manière à ce que l'aide aux Etats soit partie intégrante des dépenses publiques.

Pays bénéficiant d'un partenariat limité

Il s'agit des pays qui ne satisfont pas aux critères fondamentaux du Pacte. Par exemple, il peut s'agir de pays embourbés dans des conflits, de pays où la corruption est chronique ou de pays dont l'engagement à respecter les principes de la démocratie peut être mis en doute. Pour ces catégories des pays, le Pacte envisage des niveaux prévisibles de ressources à des fins humanitaires, pour la lutte contre le paludisme, le VIH/Sida, la tuberculose et le ver de Guinée, ainsi qu'un appui pour les soins de santé primaires et l'éducation.

Pays sortant d'un conflit

La gouvernance et l'émergence de véritables Etats, capables de mener la lutte contre la pauvreté sont au cœur du Pacte. Les pays sortant de conflits doivent bénéficier rapidement et de manière prévisible de ressources importantes pour leur reconstruction et pour la remise en service de leurs institutions essentielles.

Obligation mutuelle de rendre compte et suivi des performances

Le Pacte envisage un ensemble évolutif de relations entre l'Afrique et les partenaires internationaux, dans lequel chaque partie concernée devra rendre compte de ses résultats d'ensemble par rapport à ses obligations. Les parties concernées collaboreront pour s'assurer que ces principes sont respectés. Les progrès seront évalués à l'aune des indicateurs et paramètres établis d'un commun accord.

Plusieurs moyens existent pour amener les institutions à rendre compte de plus en plus et assurer une plus grande transparence dans les relations. Le fait de permettre aux bénéficiaires d'exprimer leur opinion lors des évaluations est un moyen de renforcer le mécanisme d'évaluation par les pairs du Comité d'aide au développement. Le projet pilote entre l'Union européenne et le Burkina Faso dans le cadre de l'équipe du Partenariat stratégique avec l'Afrique, qui assure une supervision conjointe de la conditionnalité par rapport aux résultats du développement, est une autre solution. La «Grande Table» de la CEA, qui regroupe les ministres africains des finances et les ministres responsables de l'aide au développement dans les pays de l'OCDE est un autre mécanisme permettant de renforcer l'obligation de rendre compte redditionnelle et assurer une plus grande transparence dans les relations.

Complémentarité entre le Pacte et le Plan de renaissance africaine au cours du nouveau Millénaire

Le Pacte et le Plan de renaissance sont intimement liés. Tous deux ont la même vision d'une Afrique enracinée dans les principes de la démocratie, la bonne gouvernance et la lutte contre la pauvreté. Aussi bien le Pacte que le Plan de renaissance mettent l'accent sur le groupe de pays bénéficiant d'un « partenariat amélioré ».

Le Plan de renaissance revêt une importance pour le Pacte, dans la mesure où les leaders africains, au niveau politique le plus élevé, doivent marquer des points dans la lutte contre la pauvreté. En outre, la réussite de la mise en oeuvre du Pacte ne saurait faire l'économie du Plan de renaissance, d'autant plus que les propositions figurant dans le Pacte exigent un leadership politique. Par exemple, la question de savoir si un pays doit être classé dans la catégorie de pays bénéficiant d'un partenariat amélioré ou dans celle de ceux bénéficiant d'un partenariat limité, doit être résolue au niveau politique. Il en est même des décisions concernant le type de forum à adopter, la fréquence des réunions et les relations avec d'autres leaders internationaux.